

# PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

**P.K.L.S.**

**A VOTÉ**



**AU LIEU DE DANSER AU  
CARNAVAL DES AUTRES**

**SORTIR DU CADRE FRANÇAIS  
POUR ERIGER UN SYSTEME  
INSTITUTIONNEL MARTINIQUEAIS**

**UN DEVELOPPEMENT  
INSOUTENABLE  
ET NON DURABLE !**



**« NOTRE » BANANE : UNE  
MORT PROGRAMMEE OU LES  
MÉFAITS DE L'AGRICULTURE  
COLONIALE**

# AU LIEU DE DANSER AU CARNAVAL DES AUTRES

Au lieu de nous lancer dans les jou-tes électorales pour participer à l'élection du Président de la République de la France ou pour désigner 4 députés sur les 577 que compte l'assemblée nationale française nous serions, nous martiniquais, peuple colonisé, dominé, et sans pouvoir de décision réel, bien inspirés de nous pencher sur nos propres problèmes au lieu de participer au carnaval des autres.

En dehors des passions que les médias souvent aux ordres suscitent artificiellement posons-nous sereinement les vrais questions :

**En quoi l'élection d'un Sarkozy, d'une Ségolène, d'un Bayrou ou autre, change quoi que se soit à notre statut de colonisés?**

**En quoi l'élection de tel ou de tel politicien à l'assemblée nationale française mettra fin à la domination coloniale ?**

Là est le vrai débat.

**En quoi l'élection d'un Mariette, d'un Marie-Jeanne, d'un**

*Quels que soient les élus qui iront siéger au Parlement, rien ne sera arrêté au niveau des dégradations que subit notre pays.*

**Manscour, d'un Lordinot, d'un Almont ou autres contribuera t-elle à désenkayer notre Martinique ?**

**En rien, absolument rien.**

Quels que soient les élus qui iront siéger au Parlement, rien ne sera arrêté au niveau des dégradations que subit notre pays.

Au terme de leur mandat, malgré leurs promesses que constaterons-nous? que notre terroir agricole se sera encore rétréci, que la bétonisation de ces mêmes terres aura augmentée, que notre empoisonnement sera encore à l'ordre du jour, que le secteur productif sera toujours aussi dérisoire, que le chômage et la désespérance des jeunes (et même des moins jeunes) se seront accrus, que l'envahissement de notre pays se sera poursuivi sans désespérer...

Comprendre tout cela c'est comprendre que nous n'avons rien à faire dans ces élections qui ne changent rien en définitive pour notre pays.

Nous avons par contre à lutter sans répit pour balayer définitivement un système colonial qui n'a que trop duré. Cette lutte multiforme que nous mus devons d'intensifier va du combat idéologique contre le fatalisme et l'ordre colonial présenté comme naturel et immuable, à la dénonciation des politiciens qui se complaisent dans l'immobilisme pour leurs petits profits personnels, à l'exigence de vivre et de travailler dans notre pays, à la défense de notre patrimoine culturel et environnemental.

**Seules les luttes de résistance à mener sur tous les fronts pourront nous faire avancer et tirer notre pays de la trop longue nuit coloniale.**

# SORTIR DU CADRE FRANÇAIS POUR ERIGER UN SYSTEME INSTITUTIONNEL MARTINIQUEAIS

Depuis 50 ans est posée en Martinique la question de l'accession à un nouveau statut en remplacement de celui de département.

Les Martiniquais ont pu entendre les différents arguments avancés par les partisans de l'autonomie, ceux de l'indépendance, comme ceux du statu quo pendant ces décennies.

Le gouvernement colonial n'a jamais entendu ces revendications et n'a jamais voulu consulter le peuple Martiniquais sur ce sujet car il ne reconnaît pas l'existence du peuple martiniquais.

S'il n'y a pas de peuple martiniquais il ne peut pas y avoir de droits dont il serait détenteur qu'il faudrait respecter et appliquer, il ne peut y

détermination mais ceci n'était pas possible car les dirigeants de l'Etat français colonialiste ne peuvent que faire une politique colonialiste conforme aux intérêts des forces impérialistes. Les socialistes comme les autres méconnaissent les droits des peuples et la déclaration de l'ONU de décembre 1960 et tous autres textes validant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance pour tous les peuples.

**En fait nous sommes dans un système caractérisé par un déficit démocratique structurel.**

**En effet si démocratie rime avec peuple, droit et pouvoir, s'il n'y a pas de peuple reconnu il ne peut pas y avoir de démocratie.**

Or dans les institutions françaises jamais le peuple Martiniquais n'est représenté puisque la Constitution de l'Etat français ne reconnaît pas notre peuple, seuls

des sujets descendants, des européens esclavagistes, des noirs déportés et affranchis, des indiens sous contrat, sont qualifiés électeurs et peuvent voter accompagnés par tous les français et autres ressortissants de l'Europe de passage dans notre pays qui polluent la décision sur notre devenir – déni de démocratie !

Ici, comme dans toute colonie, malgré les apparences, il ne peut y avoir de souveraineté, même décisionnelle, dans les institutions franco

coloniales, pour ceux qui y siègent, puisque toujours le pouvoir étatique français décide en amont et en aval. Rien au nom du peuple martiniquais !

La Martinique vit une situation que tous, politiques, élus, patrons, travailleurs, citoyens,... qualifient de grave et disent vouloir voir s'améliorer.

Cela implique donc la recherche de solutions efficaces et durables, un changement profond, impossible dans le système institutionnel colonial, il est donc nécessaire de sortir du cadre français pour ériger un système institutionnel martiniquais condition sine qua non pour disposer d'un pouvoir permettant de prendre les décisions nécessaires.

Or on remarque que loin de s'engager dans une stratégie de rupture avec le système colonial français, ceux qui prétendent vouloir un changement continuent de patauger dans la gadoue des institutions coloniales, de se chamailler pour choisir quel maître ou papa blanc ils préféreraient qui bafoue les droits des Martiniquais, descendants de nègres esclaves, ou d'indiens déportés. **Loin d'utiliser leur énergie à combattre le système, ils s'épuisent dans des batailles électorales pour des strapontins cautionnant le système d'oppression de notre nation et d'assujettissement de notre peuple.**

Et alors on constate encore et encore combien **l'aliénation est forte**, comment agit la schizophrénie qui atteint nombre de ceux qui se disent martiniquais et se veulent français mais ils ne sont ni l'un ni l'autre et ne sont que des objets dont on se joue au gré des circonstances

**Loin d'utiliser leur énergie à combattre le système, ils s'épuisent dans des batailles électorales pour des strapontins cautionnant le système d'oppression de notre nation et d'assujettissement de notre peuple.**

avoir de nation opprimée, nulle revendication nationale n'est recevable.

Ainsi dans sa logique colonialiste implacable, l'Etat français dispose de notre territoire et de notre communauté comme bon lui semble, de manière absolue et totalitaire.

En 1981 l'arrivée des socialistes au pouvoir en France avec moratoire et décentralisation a laissé croire à certains qu'un pas était en train d'être franchi sur le chemin de l'auto-

et des intérêts en jeu.

Certains politiciens au service du pouvoir ne cessent d'agiter l'épouvantail du débat institutionnel qui serait la cause des difficultés du développement de notre pays, ils veulent accréditer l'idée que le 7 décembre 2003 a été le point d'orgue de la question et plus question de consulter le peuple. Il est chosifié dans un vote welto qui avait bien la caractéristique de la mascarade dans laquelle on peut ballotter notre peuple « kon tel épi chat an sak kon san chat an sak ».

Ou sont ils ignorants ou une fois de plus ils pensent que les Martiniquais sont des arriérés mentaux à qui on peut déverser les ignominieux mensonges d'un autre âge.

Le débat sur le statut de Puerto

*Notre devoir d'opprimé colonisé n'est pas de composer avec l'état oppresseur mais de le combattre avec détermination pour prendre en mains notre destin !*

Rico empêche t il la vie politique ou économique de suivre son cours dans ce pays quand durant les dernières années à trois reprises les Porto Ricains ont été convoqués aux urnes pour se prononcer sur le statut de leur choix et de nouveau très certainement dans peu de temps ils retourneront aux urnes sur le sujet. Le débat institutionnel en cours actuellement au Canada sur le statut du Québec ou au Royaume Uni sur le statut de l'Ecosse, en quoi gêne t il la vie de ces pays !

En fait le scrutin colonial du 7 décembre 2003 aurait dû être un point de départ d'une réflexion de fond sur tout ce qui, à cette occasion, s'est révélé de manière évidente, afin de parvenir à une clarification nécessaire.

Certains qui prétendent détenir, au nom de leur statut d'élus français, les moyens de provoquer une action institutionnelle française pour un changement des institutions françaises sont étrangement discrets. Ils semblent avoir opté pour une logique de consensus dans la recherche de ce que le maître serait d'accord pour accepter comme « trompe peuple » à l'image de la « consultation » du 7 décembre 2003.

Aujourd'hui on se laisserait aller à croire que le colonialisme serait d'une autre époque, que la lutte de libération du peuple martiniquais a été menée à terme.

Non, le système qui nous opprime est un système colonial au sens propre du terme et notre devoir d'opprimé colonisé est non pas de composer avec l'Etat oppresseur mais de le combattre avec détermination, de lutter pour notre libération, pour prendre en mains notre destinée, pour construire une Martinique Martiniquaise.

La question qui est posée n'est pas une question de territorialité en continu ou en pointillé, de distance ou d'isolement, mais une question de nationalité dans toute sa plénitude à appréhender avec courage de manière plénière pour une solution qui ne soit pas parcellaire mais entière.

Pour nous au PKLS, c'est une tache de notre engagement qui ne souffre aucune restriction quant à l'objectif : la libération nationale et l'émancipation sociale de notre peuple ; et qui répond à un principe : Jusqu'à la victoire toujours !

## Emisyon radio

anlè RFA  
(93.6 ou 105.9)

Tou lé jédi  
8 tè jis 10 zè oswè

Vous pouvez écouter  
nos émissions en direct  
à l'adresse suivante :  
<http://www.radorfa.net>

### Contacts :

Site : <http://www.pkls.org>  
Email : [pkls@pkls.org](mailto:pkls@pkls.org)

### PATRIYOT

Directeur de la publication :  
J. P. ETILE  
Dépôt légal : juin 2007  
P.K.L.S. - BP 1036  
Fort-de-France CEDEX  
Imprimerie FLAP

# UN DEVELOPPEMENT INSOUTENABLE ET NON DURABLE !

Aujourd'hui, on retrouve la notion de « développement durable » dans tous les discours. Qu'en est-il en réalité de ce concept ?

Le « **développement durable** » (ou *développement soutenable*) est, selon la définition proposée en 1986 par la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* dans le Rapport Brundtland (1) :

**« un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »**

Pour bien préciser les termes du débat, il convient de rappeler la définition d'un autre concept : « l'empreinte écologique ».

L'**empreinte écologique** vise à traduire de manière facilement compréhensible l'impact d'activités humaines sur les écosystèmes et la planète. Elle se mesure généralement en surface (hectares par individu, ou hectares consommés par une ville ou un pays pour répondre à ses besoins, par exemple). Cette surface traduit, grâce à un système de conversion une quantité de ressources nécessaires par système opérant (individu, ville, pays...).

L'empreinte écologique est donc une mesure de la pression qu'exerce l'homme sur la nature. C'est un outil qui évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets.

Imaginez que vous êtes, seul (e) sur une île déserte : quelle devrait être la taille de votre île (terre et mer accessible compris) pour vous permettre de vivre en autarcie de façon durable et répondre à vos besoins en nourriture, matériaux de construction, air pur, eau potable, absorption de déchets ?

Cette surface représente votre empreinte écologique. On comprend intuitivement que si votre mode de vie exerce une pression trop forte

sur l'île (si vous faites par exemple des grands feux tous les soirs pour tromper votre solitude), c'est-à-dire si votre empreinte écologique est supérieure à la taille de votre île, sa survie risque d'être compromise à plus ou moins long terme...

Ainsi donc, de nombreux économistes et politiques qui parlent de développement et de PIB (produit intérieur brut) pour en mesurer l'évolution et donc leur « progrès », occultent complètement l'impact du dit développement sur notre environnement.

Voyons donc quelques empreintes écologiques calculées pour le début du 21<sup>e</sup> siècle. La moyenne mondiale de l'empreinte écologique est de 2,5 ha par personne.

Continent	
Amérique du Nord	9,4 hectare
Union Européenne	4,8 hectare
Europe (hors UE)	3,8 hectare
<b>Moyenne pour un terrien</b>	<b>2,23 hectare</b>
Moyen Orient et Asie centrale	2,2 hectare
Amérique Latine et Caraïbe	2,0 hectare
<b>Empreinte écologique disponible</b>	<b>1,8 hectare</b>
Asie(et Océanie)	1,3 hectare
Afrique	1,1 hectare

Un **Européen a besoin de 5 ha** pour maintenir son niveau de vie. Si tout le monde consommait autant qu'un Européen, **il faudrait l'équivalent de deux planètes supplémentaires.**

Un **Américain du Nord a besoin de 10 ha** pour maintenir son niveau de vie. Si tout le monde consommait comme un Américain, **il faudrait cinq planètes supplémentaires.**

En Asie, l'empreinte écologique était encore au-dessous du niveau de la capacité biologique de la Terre il y a quelques années. Mais c'est en Asie que l'on trouve les populations les plus importantes, et les plus forts taux de croissance, notamment en Chine et en Inde. Comme ces pays commencent à adopter un mode de vie occidental, avec une utilisation massive d'énergies fossiles et de matières premières, surtout en Chine et en Asie du Sud-Est, cela, ajouter à la surconsommation de l'Europe et des USA, peut représenter un danger global.

Ces chiffres représentent des moyennes. Il est clair qu'un américain du nord ou un européen qui vit sous le seuil de pauvreté n'a pas la même empreinte écologique que le riche ou même le bourgeois moyen de ces régions.

Si les américains et les européens peuvent maintenir ce « niveau de vie » alors qu'il sont dans un grand déficit écologique c'est tout simplement par le pillage des ressources des autres pays, via la guerre et les occupations. C'est par exemple le vol du pétrole des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique, Nombre de pays produisent des cultures non pour leur propre consommation mais pour engraisser le bétail européen (Sénégal) ou pour décorer les maisons européennes (fleurs produites au Kenya).

En 1969, l'homme marchait sur la lune. Rien ne semblait devoir arrêter l'humanité vers la prospérité. Pourtant, à l'entrée de ce troisième millénaire, un nouveau défi apparaît, en raison de la consommation effrénée des ressources naturelles. Les forces économiques mondiales, le capitalisme qui provoquent la destruction de la diversité biologique et des milieux naturels ne prennent que très exceptionnellement en compte les limites biologiques de la planète. Depuis les années 70, nous avons dépassé la capacité de charge de la planète et vivons en « sur-ré-

gime ». Le résultat est une diminution spectaculaire et rapide de 30% des ressources naturelles de la planète en 30 ans : les écosystèmes forestiers ont été réduits de 12%, ceux d'eau douce de 50% et enfin, les écosystèmes marins de 30%.

Depuis sa création, il y a plus de 20 ans, le PKLS a dénoncé la « bétonisation » de la Martinique et l'utilisation excessive de nos ressources. L'utilisation imbécile et délibérée de pesticides de toutes sortes par les békés avec la complicité de l'état français a empoisonné pratiquement tout le sol martiniquais, nos sources d'eau potable, nos rivières, la mer et... les martiniquais (es). Le génocide par substitution qui consiste à faire venir massivement des français(es) dans tous les secteurs se complète avec donc notre empoisonnement physique. S'ajoute à cela, la vente de nos terres à ces mêmes européens qui leur permet de faire de juteux bénéfices grâce notamment à la défiscalisation. Le non-développement d'un transport en commun a poussé à l'utilisation anarchique de voitures de toutes sortes. Nos routes sont saturées. Nos importations couvrent à peine 15% de nos importations.

Récemment, parce qu'il n'a pas eu de pluie pendant une dizaine de jour, des milliers de gens se sont retrouvés sans eau pendant plusieurs jours. Faut-il le rappeler, la Martinique est un des pays AU MONDE où il tombe le plus d'eau. Chaque année, il tombe **l'équivalent d'une hauteur de 16m** d'eau sur les pitons du Carbet.

C'est dire que notre pays, la Martinique à un « développement » **INSOUTENABLE** et donc **NON DURABLE**. C'est un « **MAL-DEVELOPPEMENT** ».

Ce n'est ni un hasard ni une fatalité. C'est parce que nous sommes colonisés qui plus est, par un Etat capitaliste la France que nous nous trouvons dans cette impasse. Il nous faut sortir de là au plus vite. Bien

sûr, au quotidien chacun peut avoir des gestes écologiques que nous ne pouvons qu'encourager : éviter les gaspillages, ne pas utiliser de produits chimiques destructeurs de notre environnement, utiliser les engrais naturels... Mais tout cela ne changera rien au fond.

Le génocide de notre peuple et de sa culture, l'exploitation excessive de nos ressources que nos chercheurs patentés ne cherchent même pas à évaluer, la pseudo-économie qui nous est imposée doivent être remis en question. La Martinique ne peut continuer à être un marché de consommation pour la France et l'Europe. Il s'agit de trouver notre propre chemin. C'est la tâche prioritaire et fondamentale. C'est l'urgence du moment. Il faut nous battre pour arracher l'indépendance de notre pays, pour y construire un autre type de société où l'homme et son environnement seront mis en avant, une société véritablement socialiste. C'est le sens du combat du PKLS.

(1) du nom de **Gro Harlem Brundtland**, ministre norvégienne de l'environnement président la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, ce rapport intitulé «*Notre avenir à tous* est soumis à l'Assemblée Nationale des Nations Unies en 1987.

**SOLIDARITE AVEC  
LES HABITANTS DE  
PECOUL  
A SAINT PIERRE**



# « NOTRE » BANANE : UNE MORT PROGRAMMÉE OU LES MÉFAITS DE L'AGRICULTURE COLONIALE

Si la banane a été introduite sur le continent américain par les conquérants européens, ce n'est qu'au 20<sup>e</sup> siècle que sa culture se développe dans notre pays et après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale elle prend de l'importance, remplaçant la canne qui décline. En effet chez nous en 1961 la surface plantée en canne est près du double de celle plantée en banane, or en 1970 la banane (9.300 ha) supplante la canne (7.100ha) et en 2000 on a 12 000 ha de banane pour 3 000 de canne. Ceci explique comment avant 1974 les grands conflits dans le monde agricole étaient dans la canne et en 1974 c'était dans la banane avec notamment la répression colonialiste de Chalvet.

La banane est le fruit le plus produit, le plus consommé et le plus commercialisé dans le monde, la production est passée de 20 millions de T en 1961 à 70 Millions de T en 2000. Tout ce qui la concerne prend une dimension importante, toutefois la production martiniquaise (250 000 T) ne représente qu'une faible partie de la production mondiale aujourd'hui (+de 100 millions de T. dont + de 70 millions de T. de bananes dessert). Dans le monde ce sont + de 10 millions d'hectares qui sont plantées en banane dont environ 50% en banane dessert.

Il est intéressant de souligner que les 3 plus grands producteurs Inde (25%), Brésil (10%) et Chine (10%) consomment toute leur production et le plus gros exportateur est l'Equateur (30% du marché mondial) suivi des Philippines et de Costa Rica... La Martinique exporte pratiquement toute sa production. Dans le monde, le principal importateur de banane est l'Union Européenne 35% suivi des USA 30% et du Japon 7%. La production de banane des pays de l'Europe et de ses colo-

nies représente moins de 1% de la production mondiale, 50% sont produites par les Canaries et 45% par la Martinique et la Guadeloupe.

Dès que l'on parle de la banane chez nous en écho on entend «Europe» pour les subventions et «grand marché européen» pour l'écoulement de la production.

C'est vrai que la banane a toujours été une culture faisant l'objet de dispositions spécifiques au sein de l'Europe. Ne dit on pas qu'en 1957 la signature du traité de Rome qui créait la Communauté économique européenne (CEE) a été retardée à cause de la banane, afin d'accorder une dérogation à l'Allemagne pour ses importations de banane dollar, c'est donc une histoire ancienne qui n'a pas trouvé solution au sein de l'Europe à ce jour.



Le chef de l'Etat français, en janvier 1962 année de la création de la Politique Agricole Commune (PAC), a partagé le marché français : 2/3 pour les «DOM» et un tiers pour les pays d'Afrique de la zone franc, ex colonies de la France, mais la protection de la PAC ne protégea pas la banane «européenne» de la concurrence de la banane dollar.

Si chez nous la banane a toujours connu des variations, des crises, pour raisons diverses, climatiques, inondation du marché...c'est en 1992 qu'elle connaît une popularité inégalée notamment avec l'occupation de l'aéroport du Lamentin pour défendre «notre banane» face à l'envahissement du marché français par les bananes venues d'Afrique et d'Amérique latine et l'inquiétude née de la mise en œuvre du marché unique européen.

En Martinique, compte tenu des péripéties des marchés français et européen et des difficultés pour l'aide compensatoire, la banane occupe aujourd'hui moins de 10 000 ha et vu le nombre de licenciements prononcés ces 2 dernières années ce sont moins de 15 000 emplois générés par les exploitations qui sont tenues par environ 800 planteurs. La banane représente 80% des exportations de la Martinique en volume et environ 50% en valeur.

L'Organisation Commune des Marchés de la banane (OCMB) a été mise en place par l'Union Européenne le 1er juillet 1993, il s'agissait de fixer des quotas et des droits de douane pour protéger la banane des pays européens et ACP face à la banane dollar d'Amérique latine commercialisée par des sociétés multinationales (Chiquita, Dole, Del Monte, Bonita). Mais les pays d'Amérique du Sud portent plainte auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), organisme qui a remplacé le GATT (**General Agreement on Tariffs and Trade** - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et qui gère le commerce mondial selon les critères de la mondialisation à la sauce ultralibérale au profit des puissances dominantes où prime la loi du

plus fort. L'OMC condamne l'OCMB de l'Europe en 1997, et L'Union Européenne doit se conformer au jugement de l'OMC au 1<sup>o</sup> janvier 1999. A cette date l'OCMB est révisée mais immédiatement les USA et leurs sociétés multinationales considèrent que ces modifications ne répondent pas à leur attente et attaquent ces nouvelles dispositions. Finalement un compromis est adopté en 2001 en attendant une nouvelle révision plus favorable à la banane dollar.

Depuis janvier 2006 le système a été modifié. Les quotas installés en 1993 sont supprimés et une taxe de 176 • par tonne est appliquée sur la banane dollar. En 2007 un nouveau système est proposé par le biais du Traité européen qui prévoit des aides pour les Régions Ultra Périphériques (RUP). Il s'agit de ne plus lier les aides aux fluctuations du marché mais de déterminer un montant fixe qui sera inclus dans le Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité des Départements d'Outre-Mer (POSEIDOM) . Le montant pour l'année serait de 280 millions d'Euros pour tous les planteurs de banane «européenne».

Le marché français de la banane est géré par l'Office de Développement de l'Economie Agricole des Départements d'Outre Mer (ODEADOM) pour le compte de l'Europe. Ainsi c'est cet office qui verse «l'aide compensatoire aux producteurs» fixée pour la banane «européenne» afin de compenser les variations de prix du marché. Cette aide a été ces dernières années en moyenne de 100 millions d'Euros pour la banane de Guadeloupe et Martinique.

S'il est vrai que la production de la banane, au nom du profit maximum et de la guerre commerciale, a été la raison de l'empoisonnement de notre population avec des produits toxiques extrêmement dangereux pour l'homme, et qui polluent durablement notre sol, nos eaux de

surface et souterraines, notre mangrove, notre mer, notre environnement, il faut préciser au passage que dans les plantations de banane d'Amérique Latine comme au Costa Rica notamment, qui a un rendement de plus de 50 tonnes/ha, l'utilisation de fongicides, pesticides, herbicides dangereux est beaucoup plus importante, il en résulte une pollution extraordinaire.

Il faut savoir aussi que ces multinationales qui contrôlent 80% du marché mondial, avec l'aide de l'administration des USA ne reculent devant aucun moyen pour parvenir à contrôler comme ils le veulent le commerce mondial de la banane

On voit bien que la banane est en permanence dans un tourbillon mu par la mondialisation ainsi que



par les guerres d'intérêts intra européenne et entre l'Europe et les USA.

En aucune manière nous n'avons de pouvoir de décision sur «notre banane» et il est de plus en plus évident que la banane évolue dans le même sillon que la canne et l'ananas. Sa disparition est programmée dans la logique implacable de la politique ultralibérale conduite par la France l'Europe et les USA, au profit des profits des multinationales. Kon yo ka di bannann la ja mò sé biyé lantewman yo pokò kouri.

Là aussi nous entendons des irresponsables nous rebattre les oreilles avec les bienfaits de la France généreuse ou de l'Europe

efficace pour défendre nos intérêts ceux de notre peuple. Or Il faudrait tirer leçon de l'histoire de la canne, de celle plus récente de l'ananas et de celle en cours de la banane pour réorienter notre agriculture. Nous devons tourner le dos à cette agriculture coloniale destinée à approvisionner les marchés des colonisateurs, en concurrence avec des produits venant de pays ayant pouvoir à défendre leurs intérêts, et en définitive la production de notre agriculture se trouve en situation défavorable sur les marchés européens et pour jouer la concurrence pour des profits maximum, des produits très toxiques sont utilisés massivement polluant tout notre environnement.

Les conséquences des produits utilisés dans la banane, organochlorés comme le chlordécone ou autres produits chimiques comme le paraquat (Gramoxone, Herbix..) sont suffisamment graves pour que nous puissions comprendre qu'il y a nécessité et urgence à opter pour une autre voie, celle d'une production organique. Il faut tenir compte que dans le monde de plus en plus de pays produisent de la banane biologique, cette production est en croissance continue. 30 000T en 1998 et 160 000 T en 2005 produite par des pays comme l'Equateur, la République Dominicaine, la Colombie, les Canaries, les Philippines....

**Nous devons surtout ne pas nous inscrire dans une logique comme celle qui a conduit à nous appeler «Martinique terre de rhum» pour devenir «Martinique terre de banane» avec une situation de monoculture très fragile, mais orienter notre agriculture vers la satisfaction de nos besoins, alimentaires en produits frais et produits transformés ainsi que pour l'industrie.**